

Vademecum

Hébergement d'un demandeur d'asile

Cette fiche est disponible à l'adresse suivante :

<http://www.pole-juridique.fr/img/hebergement.pdf>

Pour constituer un nouveau dossier, télécharger cette fiche sur l'Internet, pour être sûr de disposer de la dernière version.

Les migrants qui déposent une demande d'asile en France peuvent bénéficier d'un hébergement pendant la durée d'instruction de leur dossier.

Tous les demandeurs d'asile sont concernés :

- Ceux qui bénéficient d'une autorisation provisoire de séjour (« APS ») : procédure normale. L'hébergement est assuré jusqu'à l'obtention d'une décision définitive (OFPRA ou Cour Nationale du Droit d'Asile)
- Ceux qui font l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en « procédure prioritaire » (instruction accélérée de la demande par l'OFPRA) : procédure prioritaire. L'hébergement est assuré jusqu'à l'obtention d'une décision définitive (OFPRA ou Cour Nationale du Droit d'Asile)
- Ceux qui font l'objet d'un arrêté préfectoral de réadmission dans un autre pays (Italie, Belgique, Norvège, etc.) : procédure de réadmission « Dublin ». L'hébergement est assuré jusqu'à l'exécution effective de la mesure de réadmission.

Cependant, les demandeurs d'asile qui souhaitent bénéficier d'un hébergement doivent savoir que **l'hébergement ne sera pas à Calais.**

- Pour les demandeurs d'asile en procédure normale, cela peut-être **partout en France**, généralement dans des Centres d'hébergement pour demandeurs d'asile (CADA).
- Pour les demandeurs d'asile en procédure prioritaire ou en procédure de réadmission Dublin, cela peut-être **partout dans le département**, en hébergement d'urgence ou en hôtel.
Il est possible qu'ils aient à se déplacer sur Calais pour rencontrer les associations par leurs propres moyens.

Premières vérifications

Avant de commencer à constituer le dossier, il faut vérifier plusieurs points :

- **L'étranger a-t-il demandé en sous-préfecture son admission au séjour au titre de l'asile ?**

Si l'étranger s'est présenté auprès du Secours catholique pour demander l'asile, il obtient un rendez-vous pour une réunion d'information sur l'asile. Il obtient une domiciliation à l'AUDASSE. Le Secours Catholique lui fixe un rendez-vous pour remplir avec lui son dossier d'admission au séjour. Enfin, le Secours catholique prend rendez-vous avec la sous-préfecture pour qu'il dépose son dossier et fasse son relevé d'empreintes.

Si l'étranger s'est présenté à l'AUDASSE pour demander l'asile, il est envoyé vers l'OFII pour une réunion d'information sur l'asile. Il obtient une domiciliation à l'AUDASSE. L'AUDASSE lui fixe un rendez-vous pour remplir avec lui son dossier d'admission au séjour. Enfin, l'AUDASSE prend rendez-vous avec la sous-préfecture pour déposer son dossier et faire son relevé d'empreintes.

Lorsque l'étranger a déposé en sous-préfecture son dossier de « *demande d'admission provisoire au séjour au titre de l'asile* », il est muni d'un document qui sera, selon sa situation administrative :

- une autorisation provisoire de séjour (procédure normale) ;
- un document intitulé « *demandeur d'asile non admis provisoirement au séjour* » (procédure prioritaire) ;
- un document intitulé « *Convocation - Demandeur d'asile – Procédure de détermination de l'Etat membre responsable* » sur lequel figurent les dates auxquelles l'étranger doit se présenter à la sous-préfecture (procédure de réadmission Dublin).

En revanche, une personne qui n'a qu'un justificatif de rendez-vous à la sous-préfecture, ou pour une réunion d'information sur l'asile au Secours catholique, n'est pas considérée comme demandeur d'asile d'un point de vue administratif.

- **L'étranger a-t-il formulé une demande d'hébergement auprès de l'AUDASSE et du SIAO ?**

Quelle que soit la procédure suivie (procédure normale, procédure prioritaire, procédure de réadmission « Dublin »), le demandeur d'asile doit s'être successivement présenté :

- A l'AUDASSE, pour demander un hébergement
- Au SIAO, pour demander un hébergement d'urgence

S'il ne dispose pas de ces deux justificatifs : il faut qu'il se rende dans ces deux organismes, et qu'il revienne avec des documents prouvant qu'il s'y est présenté.

- **L'étranger vient-il d'avoir confirmation qu'il était toujours sur liste d'attente ?**

Le référé hébergement a plus de chances d'aboutir si le demandeur d'asile a demandé depuis longtemps un hébergement, mais qu'en plus, il vient encore très récemment d'avoir un refus d'hébergement (l'Audasse ou le SIAO vient de lui indiquer qu'il était toujours sur liste d'attente).

S'il ne dispose pas de justificatif récent (moins d'une semaine) : il faut qu'il se rende dans ces organismes, et qu'il revienne avec un document prouvant qu'il s'y est présenté en précisant la date.

Si au contraire, le demandeur d'asile a obtenu une promesse d'hébergement (via l'OFIL, l'AUDASSE ou le SIAO), et que sa date de départ pour ce logement est dans quelques jours, cela ne sert à rien d'effectuer un recours.

Liste des documents à fournir

A) Pièces à fournir POUR TOUS LES DOSSIERS :

- 1) Fiche de synthèse (1 page). Disponible ici :
http://www.pole-juridique.fr/img/hebergement_0.pdf
Il est recommandé de remplir la fiche de synthèse en tout dernier.
- 2) Demande d'aide juridictionnelle (1 page). Disponible ici :
http://www.pole-juridique.fr/img/hebergement_1.pdf
Elle doit être signée par le demandeur.
- 3) Dossier d'aide juridictionnelle (4 pages). Disponible ici :
http://www.pole-juridique.fr/img/hebergement_2.pdf

Sur ce dossier, il faut en priorité remplir les cases entourées en rouge, pages 1 et 4 :

- Page 1 : Votre nom ; Vos prénoms ; Votre date de naissance ; Votre lieu de naissance ; Votre nationalité : « ☒ Autre »
Votre profession ou situation actuelle : « **Demandeur d'asile** » ;
Vous vivez : seul(e) ☐ en couple ☐ depuis le »
- Page 4 : Date ; Signature du demandeur

Demande d'aide juridictionnelle
(Loi n°91-647 du 10 juillet 1991 et décret n°91-1266 du 19 décembre 1991)

N° 12467*01

VOUS-MÊME :

Madame ☐ Monsieur ☐
Votre nom (de naissance) :
Eventuellement, votre nom d'époux(se) :
Vos prénoms :
Votre date de naissance : Votre lieu de naissance :
Votre nationalité : française ☐ de l'Union européenne ☐ autre ☐
Votre adresse :
Code postal : Commune :
Votre numéro de téléphone ou de télécopie, le cas échéant :
Votre profession ou situation actuelle :
Vous vivez : seul(e) ☐ en couple ☐ Depuis le :

VOTRE CONJOINT(E), VOTRE CONCUBIN(E) OU VOTRE PARTENAIRE D'UN PACS :

Son nom (de naissance) :
Eventuellement, son nom d'époux(se) :
Ses prénoms :

VOUS ENFANTS ET LES PERSONNES A VOTRE CHARGE OU HABITANT HABITUELLEMENT AVEC VOUS :

Nom(s) et prénoms	Lien de parenté (sa - fils, neveu, mine)	Date de naissance

Si vous manquez de place, compléter cette liste sur une feuille blanche que vous joindrez à votre demande.

Si la demande est faite au nom d'un enfant mineur (moins de 18 ans) ou d'un majeur protégé (place sous tutelle, curatelle...):

Nom et prénom du représentant légal :
Précisez (père, mère, tuteur, curateur, administrateur légal, administrateur ad hoc) :
Adresse du représentant légal :
Code postal : Commune :
Téléphone (facultatif) :

Demande d'aide juridictionnelle
(Loi n°91-647 du 10 juillet 1991 et décret n°91-1266 du 19 décembre 1991)

Vous souhaitez apporter des informations complémentaires sur votre situation :

Important :

Même si vous avez obtenu l'aide juridictionnelle, le juge peut, dans certains cas, vous condamner à payer les frais du procès engagés par votre adversaire.

Si votre action en justice est déclarée abusive par le juge, ou si vos ressources ont beaucoup augmenté depuis le moment où vous avez fait votre demande, ou en cas de fausse déclaration, l'aide juridictionnelle peut vous être retirée. Vous devrez alors rembourser tout ou partie des dépenses avancées par l'Etat.

Attestation sur l'honneur

Je soussigné(e) certifie sur l'honneur que les renseignements portés sur cette demande d'aide juridictionnelle sont exacts :

Date : Signature du demandeur :

La loi rend passible d'une peine de quatre ans d'emprisonnement et/ou de 9000 euros d'amende toute personne qui aura fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts ou incomplets dans la présente demande d'aide juridictionnelle (article 22 - II de la loi n°68-690 du 31 juillet 1968).

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés vous garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès des organismes destinataires de ce formulaire.

Vous avez rempli votre demande d'aide juridictionnelle. Pour que votre dossier soit complet, vous devez fournir les pièces indiquées au dos de la notice jointe.

- 4) Photocopie lisible de la « Proposition d'hébergement » ou de la « Demande d'hébergement d'urgence pour demandeur d'asile », remis par l'Audasse

Coordination Hébergement d'urgence demandeurs d'asile / Pas-de-Calais
Association A.U.D.A.S.S.E. - 1 rue Bossuet 82000 A88AS
Tél : 03.21.19.79.94 - Tél : 03.21.19.79.94
Fax : 03.21.19.79.94 - Email : huda@huda2.fr

Proposition d'hébergement

Le G.L. Il. Tel. M. / Mlle / M. / Mlle de nationalité _____, mari(e)
né(e) le _____ à _____

☒ d'une autorisation provisoire de séjour
☐ d'un récépissé
☐ d'une convocation pour le dépôt d'une demande d'asile
☐ d'une notification de mise en procédure prioritaire
☐ d'une convocation Dublin II

a sollicité un hébergement d'urgence Demandeur d'Asile auprès de notre service
☒ est placé sur liste d'attente
☐ une proposition d'hébergement

lui a été faite, M. / Mme / Mlle _____ Fa _____

Association A.U.D.A.S.S.E. Demandeur d'asile

Signature _____

Stamp: **POLE JURIDIQUE DE LA REGION PAS-DE-CALAIS**
 Direction des Services
 1 rue Bossuet 82000 A88AS
 03.21.19.79.94
 03.21.19.79.94

- 5) Réponse à la demande d'hébergement auprès du SIAO de Calais (88 rue Descartes).
 Disponible ici :

http://www.pole-juridique.fr/img/hebergement_3.pdf

**REPOSE DU SIAO DE CALAIS
A LA DEMANDE D'HEBERGEMENT**

M. / Mme
 Né(e) le _____ à _____

S'est présenté le _____ au SIAO de Calais,
 88 rue Descartes, pour solliciter un hébergement.

Il lui a été répondu :

☐ qu'il ne pouvait prétendre à un hébergement
☐ qu'il était placé sur liste d'attente
☐ qu'une proposition d'hébergement lui était faite à [date] _____

à partir de [date] _____

Cachet du SIAO ou signature de l'accueil du SIAO

Cette demande écrite doit être pré-remplie et présentée par le demandeur d'asile à chaque fois qu'il se rend au SIAO de Calais.

Si le SIAO refuse de mettre un tampon ou une signature, il faut adresser ce document par télécopie au 03.21.19.79.94. L'accusé de réception de la télécopie doit être joint au dossier : il sert de preuve de ses démarches.

6) Photocopie lisible de l'« Attestation de domiciliation » remis par l'Audasse ou le Secours Catholique



The image shows a photocopy of a 'Service de domiciliation' form from Audasse. At the top left is the Audasse logo, a circular emblem with a stylized figure and the text 'Association Audasse' and 'Secours Catholique'. To the right of the logo, the address 'Service de domiciliation, 36 rue Charost, 62100 Calais' and phone number 'Tél : 03 21 34 60 85' are printed. Below this, there is a line for 'Numéro de domiciliation' followed by a series of empty boxes. The title 'ATTESTATION DE DOMICILIATION' is centered. The text states that Monsieur Tony GRENIER, directeur de l'Association AUDASSE, attests for Madame, Monsieur. Below this are fields for 'Nom', 'Prénom', 'Date de naissance', 'Lieu de Naissance', and 'Nationalité', each followed by a series of empty boxes. The text continues: 'Est domicilié à l'association « AUDASSE », Située 36 rue Charost - 62100 Calais. Cette attestation est délivrée au titre d'une demande d'asile, elle est valable jusqu'au 16/10/2014. Pour valoir ce que de droit, Fait à Calais, le 19/09/2014. Monsieur Grenier Tony - Directeur de l'association. Par délégation : Mme Piedbois Julie Mme Lelau Ilham. At the bottom left is a circular stamp from the 'Mairie de Calais' with the text 'Mairie de Calais', 'Service de l'Accueil des Demandeurs d'Asile', and 'Secours Catholique'.

Service de domiciliation
36 rue Charost
62100 Calais
Tél : 03 21 34 60 85

Numéro de domiciliation :

ATTESTATION DE DOMICILIATION

Monsieur Tony GRENIER, directeur de l'Association AUDASSE, atteste par
cette présente que Madame, Monsieur :

Nom :
Prénom :
Date de naissance :
Lieu de Naissance :
Nationalité :

Est domicilié à l'association « AUDASSE »,
Située 36 rue Charost - 62100 Calais.
Cette attestation est délivrée au titre d'une demande d'asile, elle est valable
jusqu'au 16/10/2014
Pour valoir ce que de droit,
Fait à Calais, le 19/09/2014
Monsieur Grenier Tony - Directeur de l'association
Par délégation :
Mme Piedbois Julie Mme Lelau Ilham

7) Récit des conditions de vie

Pour la remplir, voir **page 9**

B2) Pièces supplémentaires, pour le demandeur d'asile en procédure de réadmission Dublin

- 8) Photocopie lisible de la « convocation » intitulée « Demandeur d'asile – Procédure de détermination de l'Etat membre responsable », remis par la préfecture

Document officiel de la Sous-préfecture de Calais, intitulé « DEMANDEUR D'ASILE - PROCEDURE DE DETERMINATION DE L'ETAT MEMBRE RESPONSABLE ». Le règlement (UE) N°642013 du 25 juin 2013 est mentionné. La section « CONVOCATION » contient les informations personnelles : NOM (Prénom), N° AGDREF, Date de naissance, Nationalité (soudanaise), Situation de famille (célibataire), et l'adresse (Chez AUBASSE, 35 rue Charost, 62100 CALAIS). Une photo d'identité est jointe. Le document est daté du 07/11/14 à 16h. Une signature et un cachet de l'autorité sont présents. En bas, il est précisé que le document ne vaut pas autorisation de séjour et que le porteur doit se présenter avec sa famille ou ses proches. Une date de validité est indiquée : 07/11/14 à 16h.

- Si possible, photocopie lisible de l'« arrêté portant refus d'admission provisoire au séjour en qualité de demandeur d'asile », remis par la préfecture
- Si possible, photocopie lisible de l'« arrêté portant décision de réadmission » remis par la préfecture

B3) Pièces supplémentaires, pour le demandeur d'asile en procédure prioritaire

- 8) photocopie lisible du document permettant de justifier de l'identité du « demandeur d'asile non admis provisoirement au séjour »

Document officiel de la Sous-préfecture de Calais, intitulé « DEMANDEUR D'ASILE NON ADMIS PROVISOIREMENT AU SEJOUR (Article L. 741-4 2° à 4°) ». Le document contient les informations personnelles : N° AGDREF, Nom, Prénoms, N° de naissance, Nationalité (soudanaise), Situation de famille (célibataire), et l'adresse (35 rue Charost, 62100 CALAIS, Chez AUBASSE). Une photo d'identité est jointe. Le document est daté du 07/11/14 à 16h. Une signature et un cachet de l'autorité sont présents. En bas, il est précisé que le document permet au demandeur d'asile de justifier de son identité dans le cadre de toute démarche administrative. Une date de validité est indiquée : 07/11/14 à 16h.

- si possible, photocopie lisible de l'« arrêté portant placement sous procédure prioritaire », remis par la préfecture

Récit des conditions de vie (pièce n°7)

Le récit doit être à la **première personne du singulier**.

De préférence, il doit être dactylographié.

Il doit être rédigé comme un vrai récit : le demandeur d'asile relate toutes ses démarches.

Il doit être **daté** et **signé**.

Le récit poursuit trois objectifs :

- **Expliquer depuis quand le demandeur d'asile est à la rue**
- **Expliquer les conditions dans lesquelles il vit, et sa situation particulière**
- **Expliquer les démarches qu'il a faites pour obtenir un hébergement**

Présentation du demandeur d'asile :

Le demandeur d'asile doit se présenter (nom, prénom, date de naissance, nationalité, situation de famille) et dire depuis quand il est arrivé en France.

Démarches réalisées pour l'asile et l'hébergement (en précisant les dates) :

- Pour les demandeurs d'asile suivis par l'AUDASSE :
Ils doivent d'abord passer par l'OFII pour être informés sur le droit d'asile. Ensuite ils sont envoyés à l'AUDASSE qui leur donne une domiciliation et un rendez-vous pour passer en sous-préfecture.
- Pour les demandeurs d'asile suivis par le Secours Catholique :
Ils se présentent au Secours Catholique pour prendre rendez-vous pour une réunion d'information sur l'asile et sur leurs droits. Le rendez-vous est dans plusieurs mois, mais ils arrivent souvent à passer plus tôt. Le Secours Catholique leur donne ensuite un rendez-vous pour passer en sous-préfecture de Calais.

Démarches en préfecture et dans les associations

- Demandeurs d'asile en procédure normale :

Indiquer la date à laquelle ils sont passés en sous-préfecture, qu'ils ont reçu un document d'autorisation de séjour, un dossier de demande d'asile et un document intitulé « *offre de prise en charge en hébergement* ». Préciser la date de passage à l'OFII et d'enregistrement de leur demande d'hébergement. Demander si le demandeur d'asile a été informé sur les moyens d'obtenir cet hébergement.

Indiquer les dates à laquelle il s'est présenté à l'AUDASSE pour demander un hébergement, avec les justificatifs (pièce n°4). Préciser ce qui lui a été répondu : « *Pas de place disponible* » ? « *Revenez une prochaine fois* » ? « *Toujours sur liste d'attente* » ?

- Demandeurs d'asile en procédure de réadmission Dublin :

Indiquer la date ou les dates à laquelle il est passé en sous-préfecture, et quels documents lui ont été remis (dossier de demande d'asile, convocation Dublin, arrêté de réadmission, etc.) Préciser quelle est la date de leur prochaine convocation, s'il en a reçu une.

Indiquer les dates à laquelle il s'est présenté au SIAO pour demander un hébergement d'urgence, avec les justificatifs (pièce n°5). Préciser ce qui lui a été répondu : « *Pas de place disponible* » ? « *Revenez une prochaine fois* » ? « *Toujours sur liste d'attente* » ?

- Demandeurs d'asile en procédure prioritaire :

Indiquer la date ou les dates à laquelle il est passé en sous-préfecture, et quels documents lui ont été remis (refus d'admission au séjour, dossier de demande d'asile, convocation, etc.) Préciser quelle est la date de leur prochaine convocation, s'il en a reçu une.

Indiquer les dates à laquelle il s'est présenté au SIAO pour demander un hébergement d'urgence, avec les justificatifs (pièce n°5). Préciser ce qui lui a été répondu : « *Pas de place disponible* » ? « *Revenez une prochaine fois* » ? « *Toujours sur liste d'attente* » ?

Conditions de vie :

Ce paragraphe doit expliquer où le demandeur d'asile vit et dans quelles conditions.

Il est destiné au juge, qui ne connaît pas nécessairement les conditions de vie des migrants sur Calais. Il ne faut pas poser des questions trop fermées, de manière à ce que les demandeurs d'asile expliquent ce qu'ils vivent réellement, ce qui leur semble le plus déranger dans leurs conditions de vie.

- Endroit du lieu de vie, avec un nom de rue si possible
- Nombre de personnes sur le campement

- Dans quel abri dort-il : maison, tente, abri de fortune, tente dans un lieu couvert, etc. Avec combien de personnes partage-t-il son abri ? Est-il facile d'y dormir ? (bruits, humidité, froid, etc.)
- Comment fait-il pour manger ? Pour boire ? Pour se laver ? A l'endroit où il vit, y a-t-il des douches, des toilettes, l'eau courante ? Combien de temps de marche cela lui prend-il pour aller manger ? Pour trouver de l'eau potable ? Pour accéder à une douche ?
- Comment est l'ambiance dans le campement/le squat ? A-t-il eu personnellement des problèmes ? Y a-t-il de la violence ? Des bagarres ?
- Comment se sent-il physiquement et moralement ? Est-ce qu'il a faim, est-ce qu'il est fatigué, est-ce qu'il est tombé malade, est-ce qu'il déprime ? Si maladie, est-ce qu'il a été à l'hôpital pour se soigner ? S'il a des certificats médicaux, il faut les rajouter au dossier.
- Est-ce qu'il souhaite rajouter quelque chose par rapport à ses conditions de vie ou sa demande d'hébergement ?
- Finir le paragraphe par une phrase disant qu'il souhaite obtenir un hébergement au plus vite.

Ne pas oublier de dater et faire signer.